

VIA RAIL

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE MAINTENIR SON APPUI

M. Greg Thompson (Carleton—Charlotte): Monsieur le Président, lorsque notre gouvernement a accédé au pouvoir il y a quatre ans et demi, il s'est engagé à améliorer la qualité du transport ferroviaire des voyageurs, qui avait beaucoup diminué sous le gouvernement libéral précédent. Nous avons respecté cet engagement.

Dans la région atlantique, beaucoup de Canadiens qui vivent dans de petites agglomérations rurales loin des aéroports comptent maintenant sur VIA Rail comme principal moyen de transport lorsqu'ils veulent se rendre dans un autre coin du pays.

Par ailleurs, la fermeture de VIA Rail au Nouveau-Brunswick entraînerait un accroissement de la circulation sur le réseau routier transcanadien déjà surchargé. Sur le plan économique, le Canada atlantique perdrait plus de 500 emplois si VIA Rail était dissoute.

Je prie donc instamment le gouvernement de continuer d'appuyer fortement VIA Rail et de donner à cette société l'autonomie dont elle a besoin pour devenir rentable et compétitive.

* * *

LES PÊCHES

TERRE-NEUVE—LES QUOTAS DES PÊCHEURS FRANÇAIS

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, on sait maintenant que pour pouvoir conclure une entente en vue du règlement du différend entre le Canada et la France concernant les pêches sur le littoral sud de Terre-Neuve, le gouvernement va laisser les pêcheurs français surexploiter nos eaux territoriales pendant trois ans.

Les Terre-Neuviens et les Labradoriens ont appris que leur nouveau premier ministre et ex-ministre des Pêches est tout à fait indigné. Il paraît que le gouvernement fédéral ne l'a pas vraiment tenu au courant. Voilà peut-être un nouvel exemple d'un gouvernement qui ne renseigne pas les provinces intéressées sur les questions qui les concernent.

Dans le discours du Trône, on fait état du sort de nos pêcheurs qui voient leurs prises diminuer à cause de la surexploitation sans scrupules de nos eaux territoriales. Comment le gouvernement peut-il permettre aux Français de surexploiter nos eaux tout en niant cet état de choses dans le discours du Trône?

Les Terre-Neuviens et les Labradoriens devraient se demander pourquoi leur gouvernement a permis aux

Article 31 du Règlement

Français de surpêcher tandis qu'eux-mêmes voient leurs propres quotas baisser.

L'ÉCONOMIE

LEFFET DU COÛT DES INTÉRÊTS SUR LA DETTE NATIONALE

M. Ken G. Hughes (MacLeod): Monsieur le Président, 31 p. 100 des recettes du gouvernement fédéral sont consacrées au service de notre dette nationale. Même si nous maintenions notre déficit au niveau actuel, la dette accumulée continuerait à croître.

Où s'arrêter? Faut-il attendre que le service de la dette absorbe 50 p. 100 des recettes, comme pourraient le suggérer des députés d'en face?

Non, monsieur le Président. Il est temps de prendre le taureau par les cornes.

Dans ma circonscription de MacLeod, les consommateurs, les propriétaires, les agriculteurs, les éleveurs et les autres font face à des taux d'intérêt plus élevés en partie à cause de notre énorme dette nationale. Depuis 1984, notre gouvernement a amorcé un virage.

Si une famille ne peut vivre au-dessus de ses moyens, un gouvernement ne le peut pas davantage.

Tous les Canadiens doivent travailler de concert à relever ce défi.

* * *

• (1410)

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA GRÈCE—LA FÊTE DE L'INDÉPENDANCE

M. Jim Karygiannis (Scarborough—Agincourt): Monsieur le Président, je voudrais profiter de l'occasion pour souligner officiellement la fête de l'Indépendance de la Grèce qu'observent toutes les personnes d'origine et d'ascendance helléniques dispersées aux quatre coins du globe. Le 25 mars dernier, la Grèce célébrait 168 ans d'indépendance acquise après 400 ans d'oppression exercée par l'Empire ottoman.

Bien que l'indépendance de la Grèce soit récente, l'héritage qu'elle a légué au monde, de par sa riche histoire, est très significatif. Si nous sommes réunis aujourd'hui dans cette assemblée, le Parlement, l'élément central des principes démocratiques qui nous sont si chers, nous le devons aux érudits et aux simples citoyens de la Grèce antique qui ont lutté avec tant de passion pour créer un régime que nous considérons de nos jours comme le droit suprême de tout citoyen canadien.

Afin de ne pas oublier que l'État de la Grèce est le berceau de la civilisation occidentale, prenons quelques